

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 14/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

Publié sur 

IKOS ENVIRONNEMENT

Zone industrielle du Marais
76340 Blangy-Sur-Bresle

Références : UDRD-2025-04-T-219
Code AIOT : 0005801947

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement IKOS ENVIRONNEMENT implanté Varvannes 76890 Val-de-Saône. L'inspection a été annoncée le 08/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit à la suite d'un incendie survenu le 7 avril 2025 sur le site exploité par la société IKOS à Val de Saône au sein d'un box dédié au transit de déchets recyclables constitués essentiellement d'emballages en vrac.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IKOS ENVIRONNEMENT
- Varvannes 76890 Val-de-Saône
- Code AIOT : 0005801947
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IKOS ENVIRONNEMENT est autorisée, par arrêté préfectoral du 07/11/2002 modifié, à exploiter un centre de tri et de transfert de déchets ménagers et de déchets d'activités économiques, ainsi qu'une plateforme de regroupement de déchets toxiques et de déchets ménagers spéciaux, sur le site de VAL-DE-SAÂNE. Le site est notamment classé sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2714 relative aux activités de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Accident	Code de l'environnement du 08/04/2025, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	8 mois
3	Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Entreposage des déchets combustibles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6.IV	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
5	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Réserve eau incendie	Arrêté Préfectoral du 07/11/2002, article 4.11.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/11/2002, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté que l'incendie a été bien géré et que les impacts environnementaux et les dommages matériels sont limités. Cependant, il est formulé des demandes à l'attention de l'exploitant concernant la détection automatique d'incendie dans la zone sinistrée, la remise à niveau des réserves incendie, la gestion des eaux d'extinction et des déchets impactés par le feu, la vérification d'éventuels dommages sur la toiture en fibrociment au droit du lieu de l'incendie. De plus, des actions correctives doivent être mises en oeuvre pour améliorer l'accessibilité des moyens de défense incendie et adapter certaines consignes à la réalité du site. Enfin, un rapport d'accident doit être transmis sous 15 jours pour identifier notamment l'origine de l'incendie et identifier les actions à mettre en oeuvre pour éviter le renouvellement d'un événement similaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/04/2025, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie du 7 avril 2025
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a été informée par l'astreinte du SIRACED-PC d'un incendie au sein du site IKOS de Val de Saane survenu le 7 avril 2025 dans l'après-midi. C'est dans ce contexte que l'inspection s'est rendue sur les lieux pour établir les constats de ce sinistre. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que des personnels ont détecté un départ de feu au sein de l'alvéole dédiée au transit de déchets recyclables constitués de déchets de plastiques triés et collectés par les habitants de la communauté de communes de Terroir de Caux. Cette détection a eu lieu alors que du personnel était en train de gérer le tas de déchets au sein du box. Le stockage s'effectue en effet sous un auvent et est adjacent à 2 autres box de papiers vrac. Après avoir alerté les services de secours, le personnel formé aux risque incendie serait intervenu au moyen de lances incendie pour attaquer le feu dans l'attente des pompiers dès 15h53. Les pompiers des casernes de Tôtes, de Yerville et de Montville (20 pompiers au total) se sont déplacés sur l'événement et étaient présents sur site dès 16h10. Selon l'exploitant, le feu a rapidement été maîtrisé avec l'ajout d'une 3ème lance et l'étalement des déchets incriminés sur la plateforme pour éteindre définitivement le foyer. A 18h, les pompiers avaient quitté l'établissement. L'événement n'a fait aucune victime. Concernant les dommages matériels, le bardage métallique présent dans le prolongement du mur coupe-feu du box a subi les effets thermiques du feu : la peinture a été altérée par endroit. Il ne semble pas qu'il y ait eu des dommages au niveau de la toiture constituée en fibrociment. Les lances incendie ont pu être alimenté par les 2 bâches à eau présentes sur le site (2*60m3), l'exploitant disposant de 2 motopompes thermiques, des raccords et des tuyauteries nécessaires pour ce faire. Le site a également été mis en rétention, les 2 vannes de barrage en amont des 2 bassins de rétention des eaux du site ont bien été fermées manuellement au moment du sinistre. Enfin, un ballon obturateur gonflable a été mis en oeuvre au rejet final de l'établissement. À ce stade, l'origine du feu n'est pas connue avec certitude. L'exploitant émet l'hypothèse d'un départ de feu causé par une pile dans un détecteur incendie domestique présent dans les

déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°1 : L'exploitant remettra à l'inspection un rapport d'accident sous 15 jours devant préciser, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Demande n°2 : L'exploitant s'assurera que la toiture en fibrociment n'a pas été altérée sous les effets thermiques de l'incendie et il procédera à la réfection du bardage métallique si celui-ci a été rendu inopérant sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9.II
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie (à compter du 1/01/2026)
Prescription contrôlée : À compter du 1er janvier 2026 : « II. Détection et surveillance » « Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. « Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.
Constats : Selon l'exploitant, la détection de l'incendie a été réalisée visuellement par du personnel présent sur la plateforme qui était en train de remonter le tas de déchets de plastiques et qui a aperçu de la fumée s'échapper du tas de déchets. Lors de la visite, il a été constaté que la zone n'est couverte par aucune détection automatique. L'exploitant indique envisager l'installation d'une caméra thermique dans cette partie du site. Il

avait déjà indiqué cette information lors de la visite d'inspection de 2023 et devait préciser le délai de mise en œuvre des nouvelles caméras thermiques prévues au niveau des stockages extérieurs.

Pour rappel, la détection automatique sera réglementairement obligatoire à compter du 1er janvier 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3:

Compte tenu de ce retour d'expérience, du risque potentiel d'incendie dans cette zone du site et de l'échéance réglementaire à venir, l'exploitant est invité à mettre en œuvre une détection automatique dans cette zone dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant le 1er janvier 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 mois

N° 3 : Admissibilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.I

Thème(s) : Risques accidentels, Admissibilité des déchets

Prescription contrôlée :

I. Admissibilité des déchets

Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.

Constats :

L'exploitant a évoqué lors de la visite l'origine probable du départ de feu comme étant liée à la présence d'une pile dans un détecteur incendie domestique lors de l'étalement des déchets sur l'aire extérieure lors de l'intervention d'extinction. Il n'a pas pu présenter les résidus du déchet incriminé. Si cette hypothèse est avérée, il s'agirait alors d'un DEEE et le site n'est pas autorisé à en accepter.

Concernant les vérifications effectuées à l'admission, l'exploitant indique qu'un contrôle visuel est effectué par les agents de collecte lors du ramassage des bennes jaunes chez les particuliers et lors du dépotage du camion benne sur le site de Val de Sâne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4:

L'exploitant est invité à se rapprocher de son client Terroir de Caux pour voir dans quelles mesures il conviendrait de sensibiliser davantage les habitants au tri sélectif afin d'éviter la présence de DEEE dans les déchets ménagers recyclables. Il peut également mener une réflexion pour améliorer la caractérisation des déchets à l'admission pour refuser les déchets interdits. Il rendra compte de ses réflexions auprès de la DREAL sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Entreposage des déchets combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur de stockage
Prescription contrôlée : À compter du 1er janvier 2026 IV. Entreposage des déchets combustibles ou inflammables. Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots. La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face. La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que la hauteur des tas de déchets dans les 3 box sous le auvent dépassait le sommet du mur coupe-feu. Or, en cas d'incendie dans un box avec ces modalités de stockage, un feu pourrait se propager d'une alvéole à une autre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°5: L'exploitant organise les tas de déchets dans les 3 box inspectés de façon à limiter leur hauteur à la hauteur des murs en béton et transmet une consigne au personnel pour faire respecter cette règle sous un délai de 7 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours

N° 5 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie
Prescription contrôlée : II. Maîtrise des incendies. Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Constats :

L'exploitant réalise périodiquement (semestriellement a priori) des exercices incendie au sein de son site, avec ou sans la présence des pompiers. Le dernier exercice a eu lieu le 10/10/2024 de manière inopinée. A l'issue, des points positifs et négatifs ont été formalisés dans le compte-rendu.

Les points négatifs font l'objet d'une action corrective dans le plan d'actions. Cependant, ce plan d'actions fait encore apparaître des axes d'amélioration identifiés depuis plusieurs années (2021 pour les plus anciens) sans avoir fait l'objet d'une résolution (xEx. mise à jour des plans des réseaux, absence d'alarme incendie) et parfois identifiés comme étant en lien avec une disposition de l'arrêté préfectoral.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°6:

L'exploitant doit veiller à la bonne résolution des actions qu'il identifie dans son plan d'actions correctives en lien avec les exercices incendie. Il rendra compte sous un délai d'1 mois des actions retenues pour remédier aux points afférents à une disposition de son arrêté d'autorisation (actualisation des plans des réseaux notamment).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Réserve eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2002, article 4.11.1

Thème(s) : Risques accidentels, Réserve eau incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose d'une réserve d'eau incendie d'un volume minimal de 120m3.

Constats :

Les 2 bâches à eau de 60m3 chacune ont été mises à contribution pour l'extinction de l'incendie. Selon l'exploitant, ce sont 40m3 environ qui ont été consommés et retenus dans le bassin n°1 situé près de l'entrée du site. Les niveaux des bâches à eau étaient en effet en dessous de leur niveau nominal (inférieur à 1.5m). Lors de l'intervention, l'exploitant indique qu'il n'a pas été fait usage d'émulseurs. Les abords de la bâche à eau au fond du site étaient encombrés avec la présence d'équipements (grappins, caisse, bennes, etc.). Si les réserves sont bien identifiées par la présence d'un panneau, les vannes de barrage et le ballon obturateur ne sont aucunement identifiés.

Les eaux d'extinction ont ainsi été parfaitement retenues dans ce bassin qui disposait d'un niveau de remplissage assez faible.

Lors de la visite, il n'a pas été constaté visuellement de résidus de combustion, ni de déchets dans ledit bassin. L'exploitant a pu présenter un bon de commande pour l'achat d'un kit de prélèvement et pour une analyse auprès d'un laboratoire des eaux d'extinction incendie afin d'identifier la filière de traitement adaptée. Si les résultats indiquent le respect des VLE des eaux de rejet prescrites par l'arrêté préfectoral, alors le rejet pourra s'effectuer comme à l'accoutumée. En revanche, en cas de dépassement des VLE, les eaux d'extinction incendie devront être

<p>évacuées comme déchets dans une filière adaptée et dûment autorisée.</p> <p>Enfin, les déchets incriminés dans l'incendie ne présentaient pas de trace de brulage significative.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°7 : L'exploitant effectue un remplissage des 2 bâches à eau pour disposer d'un volume total de 120 m³ et assure l'entretien des abords des réserves incendie pour en faciliter l'accès sous 15 jours. Il fait apposer des panneaux indiquant la présence des 2 vannes guillotines et du ballon obturateur sous 1 mois.</p> <p>Demande n°8 : L'exploitant rendra compte à l'inspection sous 1 mois des résultats d'analyses des eaux d'extinction incendie et évacuera ces eaux et les déchets impactés par l'incendie dans les bonnes filières de traitement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 7 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2002, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de test des motopompes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes d'exploitation des équipements divers sont obligatoirement écrites et comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué réaliser périodiquement les tests des 2 motopompes thermiques du site disposées à proximité des 2 bâches incendie. En salle, il a présenté la consigne décrivant les étapes de ce test ainsi qu'un enregistrement des essais réalisés mensuellement. Cependant, la check-list à renseigner lors de ces tests mentionnent des équipements et/ou matériels (fluides) à proximité des motopompes alors que la configuration sur le terrain est tout autre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°9 : L'exploitant adaptera ses consignes, notamment celles relatives aux tests des motopompes à la réalité du site de Val de Saône sous 15 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>